

n°18

15 mai 2013



# LETTRE AUX SECTIONS



# Lettre ouverte au Président de la République

Thierry Lepaon écrit à François Hollande

Monsieur le Président,

Il n'est pas habituel que le Secrétaire général de la CGT écrive au Président de la République française. D'impérieuses raisons m'y conduisent.

Il y a maintenant un an, les françaises et les français vous élisaient Président de la République. Ils affirmaient ainsi le besoin d'une rupture avec la politique économique et sociale menée précédemment. De ce besoin vous en avez fait votre slogan : « le changement c'est maintenant ». La CGT s'était clairement exprimée pour un changement de majorité dans l'intérêt des salariés. Or, nous sommes contraints de constater l'écart grandissant entre vos engagements et les actes. Le décalage est immense entre les attentes des salariés et les réponses politiques apportées.

Pour les salariés, rien n'a changé positivement dans leur vie au travail et dans leurs conditions sociales. Mois après mois le chômage augmente, la précarité est le lot de plus en plus de salariés, les destructions d'emplois dans l'industrie, le commerce et les services font l'actualité. L'incertitude face à l'avenir et la faiblesse du pouvoir d'achat pèsent sur la consommation des ménages.

Les jeunes, premières victimes de la crise, constituent une véritable génération sacrifiée et subissent chômage, précarité et déclassement. C'est à cette situation qu'il faut répondre. Dans votre intervention, lors de l'ouverture de la précédente conférence sociale de juillet 2012, vous avez affirmé l'ambition de construire une «feuille de route sociale». Une «feuille de route», en particulier en matière sociale, ne peut pas être continuellement remise en cause ou déchirée pendant le parcours.

L'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, l'emploi, la politique industrielle, les services publics, une protection sociale de haut niveau, les droits à la retraite, doivent être à l'ordre du jour de la future conférence sociale qui se tiendra les 20 et 21 juin prochain.

La démocratie sociale et les moyens de l'exercer doivent aussi en être partie prenante.

La séquence que nous venons de vivre avec la négociation de l'ANI sur la « sécurisation de l'emploi » et sa transcription dans la loi divise les français, les salariés, les organisations syndicales et les parlementaires, y compris ceux de la majorité.

Comment dans ces conditions le texte de l'accord du 11 janvier pourrait-il devenir loi de la République ?

Dans les prochains mois, les négociations vont se poursuivre dans les branches professionnelles et les entreprises avec des représentativités syndicales différentes, et des clivages accentués. Il y aura aussi l'expérience, le principe de réalité, vous le savez, s'impose à tous.

Votre gouvernement vient de refuser une loi d'amnistie pour les syndicalistes concernant la précédente mandature. Derrière la loi d'amnistie se joue aussi la condamnation de la politique de votre prédécesseur dont la brutalité a contraint nombre de salariés à se mobiliser et à agir. Beaucoup ont voté pour vous et vous les rejetez. La poursuite de cette attitude serait incompréhensible.

La rupture avec les politiques d'austérité et de rigueur budgétaire doit être à l'ordre du jour en France et en Europe. C'est l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats et de ses 85 organisations à agir pour « changer de cap », à l'occasion de la semaine d'action du mois de juin.

Les peuples d'Europe peuvent témoigner des conséquences dramatiques au niveau économique et social de ces politiques d'austérité. Des institutions, des économistes les remettent en cause. Même la Commission européenne vient timidement d'admettre leur inefficacité.

C'est à partir de la situation sociale et des possibilités de répondre aux attentes des salariés que la CGT s'engagera lors de la prochaine conférence sociale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées

Thierry Lepaon  
Secrétaire général de la CGT

# Après le 1<sup>er</sup> Mai

## Unir et rassembler pour changer de cap contre les politiques d'austérité

Ce jour, les salariés se sont mobilisés massivement à travers le monde à l'occasion de la journée internationale du travail du 1<sup>er</sup> mai 2013. La CGT salue toutes celles et ceux qui y ont participé dans un contexte économique, social, politique et de paix des plus incertains.

En France, dans des configurations unitaires différentes, 286 manifestations et rassemblements unitaires, auxquels participait la CGT, ont été organisés. Face à une situation économique et sociale qui continue de s'aggraver sous les effets des politiques d'austérité poursuivies aveuglément en France et en Europe, près de 160 000 manifestants sont venus mettre les « pieds dans le plat ».

Les politiques d'austérité conduites à travers l'Europe ont des conséquences dramatiques pour les salariés, les retraités, les privés d'emploi. Le chômage explose pour dépasser les 12% dans l'union européenne. L'emploi précaire devient la règle. Le pouvoir d'achat s'effrite. Les salaires et pensions de retraite sont attaqués. Pire, en Espagne, la déflation des salaires apparaît. Les droits sociaux sont lacérés. Dans certains pays, les jeunes, premières victimes de ce désastre social, n'entrevoient leur avenir que dans l'émigration...

La crise s'aggrave ! La France, après d'autres pays, est poussée dans la récession. Et la finance et le patronat en demandent toujours plus. Il y a un an, les françaises et les français votaient pour changer de Président de la République. Ils affirmaient ainsi le besoin d'une rupture avec la politique économique et sociale menée par le Gouvernement Sarkozy.

Un an après, ils refusent de se voir kidnapper leurs espoirs, de voir leur emploi, leur pouvoir d'achat, leur protection sociale, leurs conditions sociales, de travail, leurs services publics et la démocratie sacrifiés pour satisfaire encore et toujours le capital.

Il est temps que les décideurs politiques s'appliquent enfin le fameux « principe de réalité » : Il n'y a pas d'issue à la crise dans l'austérité.

C'est ce que disent et portent depuis des mois les travailleurs grecs, espagnols, portugais, italiens, britanniques, français... qui contestent les logiques d'austérité.

D'ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent, tant dans les sphères politiques qu'économiques, en France, en Europe et dans le monde pour dénoncer l'inadéquation des politiques d'austérité menées dans tous les pays d'Europe avec l'impérieuse nécessité de sortir de cette crise.

Nos mobilisations, les débats que nous menons chaque jour pour faire reconnaître que le travail et sa rémunération, est un enjeu central pour sortir de la crise, trouvent de plus en plus d'écho. Cela conforte chaque jour un peu plus la conviction qu'une autre politique est possible et indispensable.

En refusant une proposition de loi d'amnistie pour les syndicalistes la semaine dernière, le Gouvernement cherche à étouffer cette montée de la contestation, à diaboliser aux yeux de la population ceux qui osent revendiquer autre chose que la destruction de leurs droits pour aller encore plus loin dans l'austérité dans les mois qui viennent (retraites, prestations familiales, santé, services publics...).

La CGT ne laissera pas le champ libre à tous ceux qui prônent la poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale comme l'issue indiscutable à la crise.

Il faut sans attendre activer les leviers indispensables à la croissance en relançant les investissements des entreprises et des collectivités publiques et la consommation des ménages par l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires et pensions et l'emploi...

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent de faire entendre encore plus fort la voix des salariés, nous unir, nous rassembler pour « changer de cap contre les politiques d'austérité », comme l'a décidé la Confédération européenne des syndicats en appelant à une semaine d'action dans tous les pays du 7 au 14 juin 2013.

A l'appui de ce 1<sup>er</sup> mai 2013, la CGT continuera à informer, débattre avec les salariés, les populations, à ancrer les revendications, à renforcer le syndicalisme unitaire, solidaire et rassembleur de conquêtes sociales et à multiplier les initiatives revendicatives sur les territoires, dans les entreprises, les professions pour faire entendre les revendications des salariés et gagner une autre répartition des richesses.

D'ores et déjà, la Commission exécutive confédérale de la CGT appelle les salariés à participer massivement au rassemblement devant l'Assemblée Nationale le 16 mai 2013 à partir de 12h pour soutenir la proposition de loi d'amnistie des syndicalistes.

Montreuil. le 1<sup>er</sup> mai 2013





## Entretien avec le Secrétaire Général de la CGT Thierry Lepaon

*Plus de 100 manifestations dans toute la France pour fêter ce premier Mai du quinquennat de François Hollande alors que les promesses de changement ont tourné court. Chômage et précarité explosent et à l'Assemblée, les parlementaires viennent d'entériner un projet de loi estampillé MEDEF qui démantèle le Code du travail. Dans ce contexte, Thierry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, dessine l'Etat Social de la France et avance des propositions pour sortir de la crise.*

**HD. Selon une enquête de « 60 Millions de consommateurs », 58% des Français disent se préparer à réduire leur consommation. Qu'en pensez-vous ?**

**Thierry Lepaon :** c'est révélateur de la crise que nous traversons. Certains ont vu leur pouvoir d'achat réduit parce que leur salaire n'a pas augmenté. Le « coup de pouce » de 20 euros accordé au SMIC en Juillet dernier n'était pas de nature à le relancer. D'autres craignent de perdre leur emploi et réduisent leur consommation au maximum, pour épargner en prévision d'un coup dur. Enfin, dans ce climat morose et incertain, même ceux qui ont les moyens de consommer se freinent aussi. Cela démontre l'urgence de l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat.

**HD. Dans ce contexte de flambée du chômage et de mauvais coups portés aux salariés, les syndicats peinent à mobiliser, comme on l'a vu le 5 Mars et le 9 Avril derniers. La droite, elle, met des centaines de milliers de personnes dans les rues contre le mariage pour tous. Comment expliquer ce décalage ?**

**T.L.** Le chômage augmente sans discontinuer depuis 24 mois. Les licenciements se multiplient. Il y a ceux dont on parle et ceux dont on ne parle jamais, comme les non- renouvellements de CDD, les fins de missions d'intérim ou les ruptures conventionnelles. Chômage, licenciements et développement de la précarité créent un contexte peu favorable aux luttes. Et pourtant, là où existent des syndicats, la riposte s'organise. En témoignent les luttes dans l'automobile ou dans l'agroalimentaire, comme celle des salariés de Fraisnor que j'ai rencontré au siège de la CGT ce Lundi. Là où il n'y a pas de syndicat, les salariés ne disposent pas de lieu pour débattre ce qui leur arrive. Ils se retrouvent victimes individuelles d'un préjudice qui est collec-

tif. En ce qui concerne l'accord national interprofessionnel (ANI) sur l'emploi, les objectifs affichés par le président de la République et le premier ministre, en Juillet, lors de la conférence sociale, n'ont rien à voir avec la copie rendue par le MEDEF et les syndicats signataires. On nous demandait de sécuriser l'emploi, de travailler sur les déroulements de carrière...Au final il n'y a rien eu de tout cela ! Beaucoup de salariés ne mesurent pas encore combien cet accord leur est préjudiciable. La division syndicale jette le trouble. Que penser d'un texte applaudi par trois syndicats et dénoncé par deux autres ? Ce texte, en utilisant des termes que nous revendiquons, tels que « droits opposables ou transférables », entretient la confusion dans la tête de beaucoup de salariés, d'autant qu'il est présenté par un gouvernement qu'ils ont contribué à mettre en place en chassant Nicolas Sarkozy par les urnes.

**HD. Peut-on parler de peur ?**

**T.L.** Sans doute. Le travailleur privé d'emploi a pour principale préoccupation d'en trouver un ! Le salarié précaire cherche d'abord à sortir de la précarité. Celui qui possède un emploi peut-être tenté de céder quelque chose, s'il pense que cela pourrait l'aider à le conserver. S'il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise, il n'y a pas de débat contradictoire, pas d'alternatives à la stratégie de l'entreprise et aux décisions de l'employeur. Nous sommes au cœur de l'enjeu de notre dernier congrès quand nous affirmons notre choix d'un syndicat utile, accessible et solidaire. Un syndicalisme utile, c'est faire la démonstration que l'activité syndicale permet d'obtenir des avancées. Et de ce point de vue, il existe nombre d'entreprises où, sans la CGT, il n'y aurait pas eu d'augmentation de salaires, d'emplois préservés ou d'embauches réalisées. Un syndicalisme accessible car, aujourd'hui,

il y a trop d'endroits où nous ne sommes pas implantés. Chaque salarié doit pouvoir facilement rencontrer la CGT, quels que soient, son statut et son lieu de travail. Un syndicalisme solidaire qui ne défend pas seulement les salariés d'une entreprise, mais aussi ceux d'un site, d'une filière, d'un groupe, d'un territoire.

#### **HD Le doute ne porte-t-il pas sur la capacité à gagner face au patronat ?**

**T.L.** Ce doute existe. La division syndicale l'alimente. Si cinq syndicats disaient ensemble qu'il est possible d'augmenter les salaires, il n'y aurait pas de doute. Le gouvernement a une responsabilité dans la situation. Il a cédé aux injonctions du MEDEF sur le contrat de travail, sur la mobilité, la flexibilité. Mais qui fait la loi dans ce pays, les employeurs ou les élus et le gouvernement ? En agissant ainsi le gouvernement a semé le doute et empêche les salariés de s'engager dans une mobilisation contre le MEDEF. Au contraire, la démarche de la CGT est de rassembler les salariés à partir de leurs attentes sociales, et de rechercher l'unité des organisations syndicales pour plus d'efficacité.

#### **HD. Un sentiment d'abandon peut conduire certains salariés à voter front National. Que leur dit la CGT ?**

**T.L.** Les salariés ont le sentiment que le soir, à 20 heures, on leur parle de tout sauf de leurs préoccupations. Les principales préoccupations des Français sont l'emploi et les salaires. Ma retraite sera-telle suffisante et financée ? Mon fils va-t-il pouvoir aller à l'école et recevoir une formation de qualité ? A ces questions, aucune réponse n'est apportée. Les salariés ont vécu une époque douloureuse avec Sarkozy. Ils l'ont chassé du pouvoir. Ils attendent le changement annoncé. Dans la crise politique, économique et sociale que nous traversons, le discours du FN, ses pseudo-solutions paraissent compréhensibles et accessibles à ceux qui sont dans le désarroi. La déception engendrée conduit à un retour des idées du Front National alors que la campagne que nous avons menée avait permis de les faire reculer. Fidèle à son histoire, la CGT jouera son rôle pour faire reculer les idées d'extrême droite. Nous regrettons que les autres organisations syndicales, au nom du refus de faire de la politique, ne s'engagent pas contre ces idées contraires aux intérêts des travailleurs. L'urgence, c'est d'arrêter les politiques d'austérité en France et en Europe.

#### **HD. PSA, Pétroplus, Arcelor Mittal apparaissent comme des batailles perdues. Que peut encore faire la CGT ?**

**T.L.** depuis des années, l'Etat a renoncé à se mêler de politique industrielle. Il laisse le soin aux actionnaires de décider de ce qui est bon ou pas. Monsieur Mittal décide si on doit encore ou non produire de l'acier en France. Il a même l'arrogance d'affirmer que les salariés en France sont 20% plus chers qu'en Espagne, alors qu'il a fermé toutes les aciéries espagnoles ! Dans l'automobile, le niveau de remise commerciale accordée à l'acheteur est supérieur aux salaires et cotisations sociales. Par ailleurs, le gouvernement a laissé Renault faire des rachats ou des alliances dans le cadre de la mondialisation sans se soucier du devenir industriel. Enfin, avec Pétroplus, on laisse les géants du pétrole décider du lieu où on va raffiner. L'Etat accepte sans broncher cette délocalisation qui accroît notre dépendance aux importations de produits finis.

#### **HD. 11 200 emplois sont menacés chez PSA. La CGT s'y bat avec toutes les armes possibles : plan alternatif, grève depuis le 16 Janvier à l'usine d'Aulnay, recours en justice contre le PSE... Quel message la confédération peut-elle adresser à ces salariés ?**

**T.L.** Les actionnaires de PSA ont mis trois ans à réfléchir à leur plan. Ils pensaient qu'en quelques jours ce serait accepté. Pas

de pot ! Il y a des gens dans ce pays qui redressent la tête, qui se battent, qui essaient d'organiser l'action collective, l'action juridique, qui essaient de faire valoir leurs droits tout simplement. J'ai beaucoup de respect pour ceux qui décident de mener le combat. On voit bien que c'est difficile. Il n'échappe à personne que l'on va produire autant de voitures avec moins de salariés. Pour ceux qui vont rester, les conditions de travail vont être aggravées, dans un secteur où plus de 50% des salariés ont une incapacité de travail d'au moins 20%. Les seuls qui sont épargnés dans les restructurations, ce sont les actionnaires et la famille Peugeot. Personne ne pense parmi les gouvernants à leur dire : pendant des années, vous vous êtes enrichis, qu'allez-vous mettre au pot aujourd'hui ? C'est quand même ça, le rôle d'un actionnaire. Même ça personne n'ose leur dire !

#### **HD. Considérez-vous l'ANI comme un combat perdu ?**

**T.L.** non. La question essentielle posée par l'ANI, c'est de savoir si le travail est un coût ou une richesse. C'est un véritable débat que la CGT fait émerger dans le pays face à la seule rengaine : « il faut s'adapter. » Ce débat commence à traverser aussi les syndicats de salariés, ainsi que l'Assemblée Nationale. Des députés ont voté contre, d'autres n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus, étaient absents au moment de voter... Au Sénat, on a utilisé la procédure du vote bloqué. Cela démontre pour le moins l'embarras du gouvernement. Le seul argument du ministre du travail, c'est de dire il y a un accord signé majoritaire. Autrement dit, tout projet de loi concernant les salariés devra désormais être estampillé « vu par le MEDEF ».

Mais le MEDEF n'est pas au bout de ses peines. Désormais, l'ANI va se jouer dans les branches, dans les entreprises où des accords sont nécessaires pour qu'il s'applique. Le débat évacué au niveau national va resurgir : pourquoi la branche ou l'entreprise demande-t-elle aux salariés de travailler plus pour gagner moins ? Les salariés vont commencer à mesurer concrètement les conséquences de cet accord. Quand on dit aux salariés : « vous travaillerez 5 heures de plus par semaine sans augmentation, vous allez laisser 7 jours de RTT sur 15 à l'entreprise », ils réagissent. De plus les syndicats devront représenter 50% des voix aux élections professionnelles pour valider de tels accords. Or, dans certaines branches, les trois syndicats signataires de l'ANI au niveau national n'y parviennent pas.

#### **HD. Dans un contexte difficile pour les salariés, on a jamais eu autant besoin d'un 1<sup>er</sup> mai dynamique. Peut-on l'espérer ?**

**T.L.** Au congrès confédéral de la CGT, j'ai lancé aux organisations syndicales un appel à l'unité le 1er Mai, sans pour autant passer sous silence nos désaccords. En France, afficher une division syndicale au moment où le MEDEF a les dents longues et l'oreille du gouvernement, c'est lui faire un cadeau extraordinaire. Lors de ce Congrès, j'ai écouté les camarades des organisations internationales. La situation des salariés dans le monde appelle le syndicalisme à intervenir à l'échelle mondiale et à la solidarité entre les salariés. Certains nous ont expliqué qu'ils avaient été emprisonnés, privés de droits et de travail. Le 1<sup>er</sup> Mai, c'est l'occasion d'affirmer notre solidarité avec des syndicalistes qui, partout, dans le monde se battent pour leurs droits. Les syndicats Français, ensemble, leur devaient au moins cela.

Plus que jamais il y a aussi un besoin de réaffirmer une solidarité des travailleurs en Europe. La CFDT, par exemple, renvoie la responsabilité de la division sur la CGT, estimant avoir été insultée par des militants au cours du congrès... Un Congrès Confédéral, c'est un lieu d'expression des syndicats de la CGT. Les camarades expriment avec leurs mots ce qu'ils ressentent. Et ils ont vécu comme une agression le fait de voir la CFDT signer si rapidement



économique et financière. Notre ambition c'est de remettre la question du travail au centre du jeu. Et donc de redonner du sens.

**HD. Et dans cette crise morale, que pensez-vous de la campagne contre le mariage pour tous ?**

T.L. La droite utilise un ressort que l'on connaît bien dans notre pays qui vise à cliver et diviser. Elle mène un combat politique contre le gouvernement sans le dire. Le mariage pour tous, c'est un droit que l'on donne aux uns, sans enlever quoi que ce soit aux autres. La CGT revendique l'égalité des droits pour tous les couples. Sous couvert d'un collectif visant soi-disant à protéger la famille, on voit bien que ce sont la droite la plus rétrograde et l'extrême droite qui mènent la danse. Mais sur le terrain économique et social, on ne les entend pas beaucoup...C'est normal compte tenu de leur bilan.

**HD. Vous évoquez la crise du travail, sous ses différents aspects. Quelles sont les propositions de la CGT pour y faire face ?**

T.L. La question prioritaire des Français, c'est l'emploi. La clé, c'est la croissance. Nous sommes en récession, appelons les choses par leur nom. La manière dont elle a été installée vise à faire accepter et à mettre en œuvre les contraintes du pacte de stabilité européen. La seule obsession des gouvernements européens, c'est de mettre les salariés en concurrence en France, en Europe et dans le monde, pour diminuer ce qu'ils appellent le coût du travail. Les actionnaires, eux, n'ont jamais été aussi bien rémunérés. Les dividendes explosent, les richesses créées ne servent pas à investir mais on a gonflé la bulle financière. Et on voit aujourd'hui le scandale que constituent les paradis fiscaux. Comment retrouver de la croissance ? Cela passe par la création d'emplois, une revalorisation des salaires, un politique de formation et de qualification et par un état stratège qui définit les priorités.

**HD. Les peuples d'Europe et singulièrement d'Europe du Sud subissent les politiques d'austérité et ce que l'on appelle dans le jargon du FMI les réformes structurelles (casse de la protection sociale et du droit du travail). Certains pays sombrent dans la pauvreté. Mais les syndicats semblent impuissants à stopper cette régression....**

T.L. Dans ces pays, ce ne sont plus les élus qui gèrent le pays mais de pseudos-experts aux ordres du FMI et de la BCE. Cela n'encourage pas les salariés à se mobiliser et à s'organiser, même s'il y a des luttes sociales. C'est pour cela que la Confédération européenne des syndicats (CES) a une responsabilité immense. C'est à elle de donner de la confiance, de l'espoir, des perspectives, d'essayer de créer de la solidarité. Elle y travaille. L'idée d'un salaire minimum en Europe est une question qui avance. Un socle protecteur élargi à l'Europe serait une vraie réponse à la mise en concurrence des salariés entre eux. C'est à nous de redonner de l'espoir à ces pays et d'offrir des perspectives communes à l'ensemble des travailleurs en Europe. La CES vient de décider d'une semaine d'actions coordonnées en Europe du 7 au 14 Juin, pour «changer de cap et contre les politiques d'austérité». Nous y serons et nous l'espérons avec l'ensemble des organisations syndicales françaises.

un accord aussi nocif. S'ils ne l'expriment pas lors du Congrès, où le feront-ils ? Cela n'empêche pas que la démarche du « syndicalisme rassemblé » ait été confirmée par plus de 85% des syndicats réunis en Congrès. Et puis, je veux bien recevoir des leçons mais pas de tout le monde et pas n'importe quand. Que chacun balaye devant sa porte.

**HD. Les syndicats apparaissent donc divisés face à un MEDEF qui semble durcir sa ligne. L'UIMM vient de choisir Pierre Gattaz, qui n'est pas le plus « modéré » des prétendants, comme candidat à la succession de Laurence Parisot. Qu'est-ce que cela augure ?**

T.L. Le choix du président du MEDEF, c'est leur problème ! Mais forcément, j'observe. En accordant 20 milliards d'euros de crédit d'impôt au patronat qui l'avait à peine demandé, puis en transcrivant l'ANI, le gouvernement fait fausse route. Ceux qui pensent que le MEDEF va se calmer une fois qu'il aura ce qu'il veut se trompent. Il n'en aura jamais assez. Et c'est pour cela que le patronat durci le ton.

**HD. Au-delà de la crise économique et sociale, il y a aussi une crise politique : affaire Cahuzac, contestation du mariage pour tous...Vous avez écarté l'idée d'une participation de la CGT à la manifestation du 5 Mai à laquelle appelle le front de gauche, « contre la finance et l'austérité et pour une VIème République ». Pourquoi ce refus ?**

T.L. Il y a plusieurs raisons. D'abord la construction d'une VIème République est une question politique. On peut ressentir le besoin d'une nouvelle République, mais ce n'est pas au syndicalisme d'en définir les contours. Notre volonté, c'est de rassembler les salariés, et non d'introduire de la confusion, y compris dans la CGT. Enfin, il y a la méthode. Quand un homme dit « je fais une manif, venez ! », la CGT ne répond pas à ce genre d'invitation.

**HD. Mais face à cette crise politique que peut faire le premier syndicat du pays ?**

T.L. Nous allons essayer de remettre les choses dans l'ordre. La plupart affirment que c'est la crise financière qui a engendré une crise économique et sociale, qui a engendré une crise politique et une crise morale. Nous pensons que c'est exactement l'inverse. Il y a une crise du travail dans ce pays. C'est parce que le travail est insuffisamment valorisé, payé, reconnu, qu'il y a une crise

*Entretien réalisé par CYPRIEN BOGANDA, PIERRE-HENRI LAB ET DOMINIQUE SICOT*

# Initiatives sur la Vie Syndicale

## suite au Conseil National des 3 et 4 avril

Suite aux rencontres du collectif Vie Syndicale et du Conseil National UFR des 3 et 4 avril 2013, en présence d'Amar Ladraa et Frédéric Sanchez, membres du Bureau Fédéral, plusieurs initiatives sur la Vie Syndicale ont été débattues et adoptées pour les semaines à venir. Tout d'abord, un bilan sur les assemblées de syndiqués du premier trimestre et les adhésions nouvelles, fait toujours apparaître un retard comme dans la remontée des comptes-rendus.

	Assemblées	Participants	Adhésions	Continuités syndicales	TOTAL	Nombre de sections
2012	163	2782	192	58	174	55
2013	114	2743	61	55	116	33

**Remarques** : sur l'écart des adhésions entre 2012/2013, il faut noter les 71 Adhésions Nouvelles de Renault Sandouville en 2012 sur un total de 192.

D'autre part, un quart de nos bases seulement font des adhésions. Deux bases nouvelles ont été créées depuis janvier.

Il est proposé de faire remonter régulièrement par chaque membre du Conseil National les éléments afin de mesurer où nous en sommes et voir les aides à apporter.

Il a été souligné dans la période actuelle le besoin de réunir régulièrement nos syndiqués pour débattre des enjeux, de nos revendications, des convergences avec les salariés, de la syndicalisation et d'organiser de nouvelles assemblées d'ici fin juin.

### Sur la syndicalisation, la continuité syndicale et la création de bases nouvelles UFR.

Faire connaître et valoriser dans notre communication (Activité UFR, Lettre aux sections, Site UFR, Courrier Fédéral...) les initiatives et les résultats.

La dernière « Activité UFR » a déjà donné des expériences et des résultats intéressants qui peuvent aider, en les adaptant, à l'ensemble de nos sections.

Dans les manifestations notamment celle du 5 mars, du 28 mars, du 9 avril et 1<sup>er</sup> mai, comment avons-nous ou allons-nous proposer l'adhésion (livret d'accueil, bulletin adhésion spécifique...) quelles initiatives avec le 4 pages retraite sur les départements et quels résultats ?

Plusieurs interventions au Conseil National ont montré qu'en s'adressant, avec ce 4 pages, aux retraités actuels et futurs, soit dans les entreprises (par exemple à Airbus Toulouse), soit sur les lieux de vie ou par exemple dans les salons des seniors (à Toulouse dernièrement), les rencontres sont fructueuses avec un bon accueil.

Pour avancer sur ces questions, des rencontres sur les départements sont prévues avec la participation de syndicats d'entreprises, d'USTM, d'USR, d'UD, d'UL, de membres du Conseil National UFR et de la direction fédérale, c'était le cas en Loire Atlantique le 13 mars, prochainement à Dunkerque, en Bretagne, en PACA, dans le Centre...

Pour aider sur la continuité syndicale, un module avec une partie connaissance et une partie interrogative, a été réalisé pour aller au débat, ensemble actifs et retraités. Ce module travaillé avec la Vie Syndicale de notre Fédération a été présenté à notre Conseil National UFR d'avril. Il a été proposé également au dernier Conseil National de mi-avril de notre Fédération avec un plan de travail.

Il est à disposition de chaque membre du Conseil National et sur les territoires pour organiser des rencontres avec nos USTM, syndicats d'entreprises et groupes (les contacts sont pris avec les animateurs de Thales, Safran, EADS, Renault).

### Sur la formation syndicale.

Dans un premier temps, il est proposé une formation aux membres du Conseil National, un questionnaire sera envoyé pour connaître leurs besoins et des sessions seront organisées en s'inspirant d'un module formation de l'UCR.

Ces sessions de 15 camarades environ permettraient de mieux se connaître, de maîtriser le terrain où nous intervenons, d'examiner concrètement comment travailler entre nos Conseils Nationaux ; ces sessions pourraient se tenir sur 2 ou 3 jours en région, de manière conviviale, et par regroupement de plusieurs régions ?

Un groupe de travail composé de notre UFR (Gérard Esson, Marc Bastide, Bernard André et Hélène Pouyon) et de l'UCR (Michel Sénépart et Jacques) se réunira le 4 juin pour travailler le contenu et l'organisation de ces sessions qui pourraient se dérouler dans le dernier trimestre 2013.

Dans un premier temps, l'île de France devrait organiser à Courcelle cette session de deux jours les 29 et 30 octobre 2013. Un document complet sur cette formation syndicale vous sera adressé prochainement.

Notre UFR participera le 20 juin aux assises fédérales de la formation syndicale.

Il sera examiné notre démarche de formation, comment par exemple le syndicalisme retraité peut être pris en compte dans les formations fédérales, quelle formation pour nos syndiqués et animateurs de sections... ?

Il est prévu de rencontrer Christine Ciol, animatrice de la formation syndicale à la Fédération pour en discuter et les préparer lors du Bureau National UFR du 28 mai, examiner également qui participera de notre UFR à ces assises (propositions : groupe de travail qui préparera la formation du Conseil National).

### Sur notre politique financière et des rencontres de sections et de trésoriers sur les départements.

Il a été produit un dossier aux sections avec une partie politique et une aide pratique pour les trésoriers. Ce dernier a été remis au Conseil National pour amendement, il sera ensuite envoyé avec « l'Activité UFR » de mai-juin.



Avec ce document, il est proposé d'aller à la tenue de rencontres de sections et de trésoriers sur les départements pour débattre des questions financières et d'avancer sur nos objectifs notamment le 1%. A organiser dans le dernier trimestre afin de préparer nos AG de début 2014. Une première expérience pourrait se faire avant (cibler un département).

### **Sur la Vie Syndicale et l'évolution de l'organisation des retraités dans le cadre de la préparation du Congrès UCR de mars 2014 à Saint Etienne.**

Des rencontres USR/UFR sur des régions comme en Midi Pyrénées commencent à aborder ces questions. Dans un premier temps, un document inter-liaisons de l'UCR a été envoyé au Bureau National UFR qui en a débattu le 26 mars avec Hélène Salaun, dirigeante de l'UCR. Un compte rendu est effectué et des éléments vous parviendront pour alimenter le débat dans nos sections UFR et contribuer à la réflexion dans l'UCR.

### **AUTRES INFOS**

- Sur le compte rendu du 50<sup>e</sup> Congrès, les 8 délégués UFR Métaux ont donné au Conseil National les premiers enseignements, leurs appréciations et les décisions.

Sur les statuts, un débat animé autour du 1% et de la représentativité des retraités n'a pas permis de concrétiser ces objectifs à ce congrès, cependant une résolution du Congrès engage le débat dès maintenant dans la CGT afin d'aboutir au 51<sup>e</sup> Congrès. Il pourrait être pointé dans le cadre de la préparation du 40<sup>e</sup> Congrès de notre Fédération en 2014. (Voir sur le site CGT tous les documents adoptés et les résultats des différents votes).

- Pour aborder la Vie Syndicale et le syndicalisme retraité parmi les techniciens, ingénieurs et cadres, nous participerons également au Conseil National de l'UFICT Métaux le 4 juin qui préparera son Congrès en décembre 2013. (propositions : Louis Dronval et Gérald Esson).

- Sur les FNI 2012, une relance a été faite à partir des 0 réglés et des retards à fin mars afin de solder pour fin juin l'exercice 2012 ; urgence aussi pour commencer à régler les FNI 2013 encaissés dans nos assemblées de syndiqués de début d'année.

- Une rencontre avec Amar Ladraa animateur de la Vie Syndicale a eu lieu en février avec Gérald Veirier, Marc Bastide, Gérard Esson, Marcel Le Faucheur, pour échanger sur le comment travailler ensemble.

Il a été souligné l'importance de la connaissance et un état des lieux est prévu dans le cadre de la préparation du Congrès Fédéral de juin 2014 au Mans.

Notre collectif Vie Syndicale UFR prépare un document par département, avec plusieurs éléments de connaissance pour permettre une aide et entraide concrète entre tous les militant(e)s de notre Fédération et de notre UFR. Ce document sera remis au Conseil National de juin.

Sur la continuité syndicale, il est remarqué que des syndicats et USTM prennent mieux en compte cette question. Il est décidé d'un groupe de travail commun sur le module continuité syndicale.

Il faut également relancer l'UCR et Cogetise sur les multiprof., l'an dernier un engagement a été pris pour faire connaître aux UFR, le questionnaire envoyé aux UL et sections multiprof., pour la connaissance des syndiqués notamment Métaux.

Le prochain Bureau Vie Syndicale de notre Fédération fera le point le 24 avril.

Enfin, où en sommes-nous dans nos sections UFR de la souscription à la NVO où il est proposé de régler sur la base de 1 euro par syndiqué ?

Où en sommes-nous de l'abonnement à Vie Nouvelle dans nos sections UFR ? A ce jour, 7 365 abonnements dans la Métallurgie, moins 233 sur 2012.

Gérald Veirier  
Animateur Vie Syndicale UFR